

Presse

Presse web

Le Monde

Le Monde (site web)

idees, samedi 26 octobre 2024 - 05:30 UTC +0200 1062 mots

Manon Aubry, députée européenne LFI : « En se résignant à ne plus mettre son veto à l'accord UE-Mercosur, le gouvernement français abandonne les agriculteurs en rase campagne »

Manon Aubry

Dans une tribune au « Monde », la députée européenne « insoumise » Manon Aubry estime que les conséquences seraient désastreuses si la France venait à finalement donner son accord à la signature du traité, voulue par la majorité des Etats membres de l'Union européenne.

Pour qui suit de près les négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur, une énième annonce de sa finalisation imminente pourrait prêter à sourire. Mais cette fois-ci, tout porte à croire qu'une signature est vraiment en vue. Elle pourrait avoir lieu dès la réunion du G20 organisée les 18 et 19 novembre à Rio de Janeiro, au Brésil. Et cela devrait faire les gros titres de tous les journaux.

Alors qu'en début d'année Emmanuel Macron jurait ses grands dieux que les négociations avaient été stoppées, il s'avère que non seulement celles-ci n'ont jamais été mises à l'arrêt, mais qu'elles n'ont jamais été aussi proches d'aboutir. Et pour cause : affaibli sur la scène européenne par la situation politique française et le marasme budgétaire qu'il a lui-même créé, le chef de l'Etat est désormais peu enclin à hausser le ton et semble sur le point de capituler.

Aux dernières nouvelles, la Commission européenne tente même d'acheter le soutien de Paris avec un fonds de compensation agricole dont on sait pour l'heure peu de choses. Si ce n'est qu'il vaut reconnaissance implicite que cet accord est néfaste pour les agriculteurs, alors que ses promoteurs s'étaient jusqu'à ce jour évertués à nier en bloc le moindre impact !

Mais les faits sont têtus : comment peut-on prétendre que le fait d'importer chaque année, entre autres, 99 000 tonnes de bœuf, 180 000 tonnes de volaille, 25 000 tonnes de porc, 35 000 tonnes de fromage et 45 000 tonnes de miel supplémentaires à bas prix depuis les gigantesques fermes usines du Brésil ou d'Argentine ne va pas exercer une concurrence déloyale sur les agriculteurs européens ? Ces mêmes agriculteurs qui continuent de crier depuis des mois l'impossibilité de vivre de leur métier et qu'on a couverts de belles promesses. Déjà envolées, visiblement.

Catastrophe environnementale

Autre problème majeur : même si les normes européennes sont loin d'être suffisamment ambitieuses, les pays du Mercosur ne sont pas tenus de respecter les mêmes obligations, que ce soit en matière d'OGM, de conditions d'élevage ou encore de pesticides. A titre d'exemple, près d'un tiers des pesticides autorisés au Brésil sont interdits d'utilisation sur le sol européen.

Qu'à cela ne tienne : signons un accord de libre-échange pour stimuler les importations des denrées alimentaires produites à l'aide de ces pesticides interdits, et remplissons-en nos assiettes !

Et comme à l'accoutumée, ce sont les multinationales qui vont rafler la mise. Au Brésil par exemple (le deuxième producteur mondial de bœuf), le marché de l'exportation de viande est contrôlé par une poignée de multinationales comme JBS, qui abat chaque jour plus de 70 000 bovins et a fait 73 milliards de dollars (67 milliards d'euros) de chiffre d'affaires en 2023.

En se résignant à ne plus mettre son veto à l'accord, le gouvernement français choisit donc délibérément d'abandonner les agriculteurs en rase campagne. Et il balaye par la même occasion toutes les promesses de souveraineté alimentaire et de relocalisation faites ces dernières années. Comme il semble loin, le temps où Emmanuel Macron déclarait solennellement : « Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie au fond, à d'autres, est une folie. Nous devons en reprendre le contrôle. »

En signant à tour de bras des accords de libre-échange, c'est bien l'inverse que nous faisons : nous nous rendons chaque jour plus dépendants de pays lointains pour subvenir aux besoins essentiels de la population. Cela vaut pour l'alimentation mais aussi pour les médicaments. En l'espèce, le cas du Doliprane a servi de piqûre de rappel sur la vulnérabilité de notre pays en matière sanitaire.

La catastrophe entraînée par l'accord UE-Mercosur ne sera pas seulement sociale et sanitaire. Elle sera aussi écologique. La forêt amazonienne est actuellement en proie aux incendies parmi les plus ravageurs de son histoire. Depuis le début de l'année seulement, l'équivalent de la surface de la Biélorussie est déjà parti en flammes. Mais il faudrait signer un accord qui va encore accentuer la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre en important de l'autre bout du monde ce que l'on sait produire ici ? Malgré ses grands discours, Michel Barnier creuse la « dette écologique », et notre propre tombe avec.

Opacité des négociations

Le bilan de cet accord de libre-échange est sans appel. Et même les dirigeants européens semblent le savoir puisqu'ils tentent de passer en force pour le faire adopter en catimini, au mépris des procédures parlementaires. Voilà plus de cinq ans que la Commission européenne n'a pas publié le moindre compte rendu officiel des négociations et les réunions s'enchaînent à huis clos sans que rien ne filtre.

Comment accepter que le plus important accord de libre-échange jamais négocié par l'UE le soit sans que la moindre information soit communiquée aux parlementaires européens, qui sont pourtant codécisionnaires sur les accords de libre-échange ?

Mais la Commission ne se contente pas d'entretenir l'opacité la plus complète sur l'état des négociations : elle envisage aussi de modifier au dernier moment la procédure d'adoption de l'accord afin d'éviter tout risque que celui-ci soit rejeté par un Parlement national. Une méthode des plus honteuses pour soustraire cette décision au débat démocratique, qui ne fait que renforcer une évidence : l'accord UE-Mercosur, comme tous les accords de libre-échange, est inacceptable et insoutenable. Nous devons à tout prix le faire dérailler. Pour nos

agriculteurs. Pour notre planète. Pour notre santé. Il est encore temps ! A condition de le vouloir...

Manon Aubry est députée européenne La France insoumise, vice-présidente de la commission du commerce du Parlement européen, présidente du groupe La Gauche au Parlement européen.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)